

La sobriété heureuse, un remède contre l'injustice

Peut-on mieux répartir les richesses et remettre l'environnement au centre de nos politiques économiques ? Une gestion collective des biens communs peut-elle enfin s'imposer contre l'appropriation par une petite minorité de la Terre et de ses ressources ?

Dire que l'humanité menace sa propre existence n'est plus une perspective. C'est une réalité qui se réalise aujourd'hui sous nos yeux. C'est tellement évident que c'en est vertigineux. Nul ne peut nier honnêtement le caractère tangible, déjà palpable de la catastrophe écologique et sociale en cours. Alors, que faire d'autre que de le répéter, encore et encore ? La multiplication de tant de preuves éclatantes nous aurait-elle rendu partiellement aveugles ? Peut-on enfin sortir de l'illusion toxicomaniaque du mythe du progrès ? Notre civilisation de la croissance infinie, où le mégamachinisme règne en maître (Illich, 1973) a-t-elle définitivement perdu le sens de la mesure ?

L'humanité dominante n'a globalement pas intégré dans son logiciel de développement qu'elle gère très mal son environnement et les ressources naturelles de la biosphère qui sont limitées. Même s'il existe des initiatives locales intéressantes qu'il faut saluer, les peuples dits civilisés exploitent les biens communs de notre terre comme si ils en avaient la propriété exclusive, sans soucis d'équité à l'égard des plus pauvres et des générations futures, donc d'eux mêmes, sans se soucier de l'ensemble du vivant. Les êtres humains sont par nature des super-prédateurs. Certes, mais nous contestons que la prédation soit leur unique caractéristique. Alors que notre efficacité à exploiter les ressources a été le moteur du progrès, elle en devient le frein. Comment une conscience écologique globale peut-elle se révéler en chacun ?

Le niveau d'intelligence humaine semble ne pas avoir évolué depuis l'apparition d'*Homo sapiens*. Il a même sûrement régressé par rapport aux acquis écologiques des sociétés traditionnelles. L'humanisme et les sciences ont probablement ouvert le chemin d'une plus grande dignité de l'homme. La fin des mutilations, des esclavages et d'une partie des ségrégations se profile à l'horizon. Certes, l'horizon recule quand on avance mais sa clarté nous appelle. Est-ce une lumière illusoire ? Peut-être, mais ce qui est sûr est que l'homme nouveau apparaît nu, *in vitro*, comme affranchi de son contexte environnemental alors qu'en même temps notre connaissance objective de l'écosphère n'a jamais été aussi poussée. Si, depuis le siècle dernier d'accélération de l'industrialisation, notre modèle de développement s'est rapidement rapproché de l'asymptote de la limite du stock disponible de ressources naturelles, il l'a désormais rejointe.

L'intelligence se mesure en capacité d'adaptation, littéralement dans le but de vivre en bonne intelligence avec l'environnement de notre petite niche biologique qui compte sept milliards, bientôt huit milliards d'êtres humains. Pourtant, comment convaincre le plus grand nombre que chacune de nos actions, si dérisoires semblent-elles, peuvent, les unes ajoutées aux autres, contribuer à un déséquilibre global ? Les nombreuses tentatives politiques de poser des garde-fous face à la menace qui pèse sur l'ensemble du vivant ont échoué jusqu'alors. Non par un manque de connaissance, non par l'absence de solutions, mais parce que la prise de conscience est mal diffusée. Pour ce qui est de l'irréversibilité du changement climatique tous les voyants sont depuis plusieurs décennies dans le rouge. « Le terme d'urgence est même dépassé car l'urgence précède la crise et la crise est déjà là » (Nicolas Hulot, dans *Environnement et inégalités sociales*, F. Augagneur et J. Fagnani, 2015). Rien ne semble pouvoir empêcher l'avènement du pire des scénarios envisagé par l'ensemble de la communauté scientifique lors de la COP21.

Nous ne nous faisons pas d'illusions sur les chances de voir apparaître une humanité plus sage, plus responsable et plus juste. Sans idéaliser les sociétés traditionnelles, il est certain

que par le passé certaines communautés humaines ont pu s'épanouir en respectant mieux les ressources naturelles et en confiant les responsabilités politiques à des personnes expérimentées, intelligentes et avisées. Naturellement leurs capacités de nuisance globale étaient moindres. Si de telles sociétés ont pu exister, et pas seulement comme un mythe, si à une petite échelle très localisée certaines communautés parviennent aujourd'hui à améliorer leur développement et leur organisation socio-économique en tenant compte des principes de la gestion patrimoniale, il est évident que globalement nous sommes très loin du compte.

Doit-on considérer cette "réalité" comme une fatalité et continuer chacun à mobiliser nos forces et nos moyens en croyant pouvoir sauver notre peau individuellement, ou, peut-on encore rêver d'un monde plus juste, plus solidaire et espérer son avènement ? Est-ce si naïf d'affirmer que le "réalisme" politique n'est plus réaliste ? Car que fait ce modèle dominant de gouvernance si ce n'est se fonder sur les dogmes mystificateurs du progrès et de la croissance infinie ? Le "réalisme" économique est le catéchisme de ceux qui dorment profondément, même dans le bruit des bombes, et ont perdu la foi et l'espérance dans nos capacités à vivre différemment le présent pour libérer l'avenir. Les utopies proposent parfois des solutions de salut, des chemins d'éveil.

Ce que nos ancêtres ont réussi à réaliser effectivement avec peu de moyens, l'abondance de nos moyens d'aujourd'hui semble paradoxalement nous en empêcher. Des systèmes, qui ont pourtant fait la preuve de leur durabilité, sont évacués dans un flou onirique. La prétendue réalité d'une croissance industrielle illimitée, que nos systèmes de représentations produisent, a évincé la vraie réalité, celle objectivable de la pollution et de la dégradation irréversible de l'écosphère. Le mythe du progrès couplé au bien-être matériel conserve son trône et son pouvoir absolutiste malgré la simultanéité des constats alarmants dont le consensus ne fait même plus l'objet d'aucune contestation valable. Nous ne pouvons en effet pas considérer sérieusement les positions intenable et indéfendable des plus puissants chefs d'État actuels comme les présidents Trump ou Poutine. En général, parmi les chefs d'État, la pire barbarie n'a plus besoin de se cacher derrière un visage humain pour tenir son rang de modèle.

Ces réflexions n'ont aucune prétention à être labellisées par une quelconque légitimité scientifique. Nous ne prétendons rien inventer ici puisque nos arguments et analyses sont connus depuis des décennies. Il ne s'agit pas d'une étude ni même d'un aperçu des nombreuses observations et analyses qui existent déjà. Il s'agirait plutôt d'une fraîche tentative de nous encourager à nous (re)poser ensemble des questions simples, peut-être à en (re)débattre plus largement. Essayons juste de compter avec cette sagesse naturelle de l'Homme que nous nommons son bon sens. Osons des idées et des mots faciles à appréhender, osons tenter jusqu'au bout de sensibiliser le plus grand nombre. Car c'est avec des cœurs d'enfants que nous pouvons relever, ensemble, les défis complexes que nous lance le monde. À quoi bon voir quelques pourcents d'individus conscients utiliser le vélo pour se déplacer si plus de 90 % des autres se servent de véhicules motorisés de plus en plus puissants, coûteux et polluants ? Nous sommes tous incompetents et non spécialistes face à la complexité des divers champs de connaissance essentiels qui nous concernent et sont déterminants pour notre avenir en tant qu'espèce. Osons cependant penser plus globalement. Le fait d'être fondamentalement ignorants ne doit pas nous interdire d'essayer, même très modestement, de penser contre la paupérisation des idées générales en milieu hyper spécialisé (merci Edgar Morin).

Les types d'organisations sociales

Trois figures géométriques simples, planes ou tridimensionnelles, permettent de modéliser les grands types d'organisations sociales : le cercle ou la sphère, le carré ou le cube (ou le rectangle ou le parallélepède rectangle), enfin, le triangle ou la pyramide. Évidemment, ces formes n'existent pas à l'état pur mais se combinent les unes aux autres. L'organisation sociale circulaire est la plus proche du modèle naturel qui caractérise toutes les espèces vivantes. Chez les êtres humains elle existe dans des sociétés de petites tailles occupant des espaces ouverts, par exemple chez les peuples nomades ou transhumants. La forme du cercle est visible dans l'habitat : cases rondes et villages circulaires dans certaines régions rurales africaines, yourtes mongoles, tipis amérindiens. Cette forme primitive répandue dans les sociétés traditionnelles tend à se raréfier du fait de la sédentarisation, de la rationalisation de l'espace et de la pression démographique. D'un point de vue plus symbolique, la circularité est présente dans une organisation politique faiblement hiérarchisée, ou l'autorité est répartie par exemple au sein d'un conseil de sages, d'anciens ou de personnes compétentes, plutôt que concentrée entre les mains d'un seul.

Le temps circulaire des sociétés traditionnelles est un autre aspect caractéristique qui entre en total désaccord avec l'idée moderne de progrès. C'est un malentendu de notre histoire occidentale, trop habituée à dominer économiquement comme intellectuellement le reste du monde par ses prétentions englobantes et universalistes, qui a fait prononcer ces mots malheureux à un précédent président français à Dakar. Henri Guaino, l'auteur du discours a publié un article en réponse à la polémique un an après (lemonde.fr, 26/07/2008) : « *l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire* ». Nulle part il n'est dit que les Africains n'ont pas d'histoire. Tout le monde en a une. Mais le rapport à l'histoire n'est pas le même d'une époque à une autre, d'une civilisation à l'autre. Dans les sociétés paysannes, le temps cyclique l'emporte sur le temps linéaire, qui est celui de l'histoire. Dans les sociétés modernes, c'est l'inverse. »

Il y a ici opposition entre "sociétés paysannes" et "sociétés modernes", sous-entendu entre sous-développement et développement, sauvage et civilisé. À la place de "modernes" il aurait mieux valu utiliser l'expression de "sociétés industrielles" pour être logique et plus neutre. Le Sénégal possède certes encore ses villages circulaires composés de cases rondes, mais le parterre de citadins et d'intellectuels venus écouter le discours appartiennent à une catégorie de citoyens du monde depuis longtemps habitués aux espaces carrés et aux arcanes des catégories implicites de la "raison graphique" (J. Goody, 1977). La raison "civilisatrice" a été imposée aux sociétés dites sauvages par les anciennes métropoles impériales et colonisatrices. C'est plutôt le donneur de leçon qui n'était pas à jour des apports de la colonisation. En outre, toutes les sociétés humaines sont fondamentalement paysannes, quitte à externaliser une partie de la production agricole, puisque nous ne nous nourrissons pas d'objets manufacturés. Mais les "modernes" ont l'air de l'avoir oublié.

Aujourd'hui, l'organisation circulaire existe toujours au sein d'associations de petites tailles, parfois informelles, fondées sur la communauté d'intérêt et la collégialité (cercles sportifs ou de loisirs, amicales, associations de quartier, groupes informels, AMAP). Généralement ce type d'organisation valorise la protection, l'égalité, la fraternité, l'entraide mutuelle de ses membres, une certaine intimité. On peut penser à tort que dans une communauté circulaire les représentations seraient figées, que le cercle est fermé, laissant peu de place aux initiatives individuelles. Dans les faits cette idée ne se vérifie pas. Ces sociétés, plus orales qu'écrites, évoluent en permanence mais en douceur, sans révolutions brutales. En outre l'individu n'y est pas absorbé par la communauté comme on pourrait le craindre mais y a au contraire toute sa place au travers de tous les liens tissés. Peu d'organisations politiques à grande échelle fonctionnent selon une telle organisation, sauf peut-être l'ONU, où néanmoins certaines nations pèsent plus lourd que d'autres, notamment les fondatrices qui bénéficient d'un droit de veto.

Issue de la forme circulaire, l'organisation carrée en est une évolution liée à la sédentarité, à la densification des lieux de vie, et, à une volonté de rationaliser l'espace. Le rectangle en est une variante. Dans une ville moderne, les constructions carrées occupent moins d'espace que les constructions rondes et s'emboîtent mieux les unes aux autres. Sur le plan plus symbolique, une organisation carrée montre une plus grande rigidité structurelle qu'une organisation circulaire. Elle laisse moins de place à l'improvisation, à la libre négociation, aux changements des positions sociales. Elle permet aux sociétés humaines d'être plus efficaces mais limite également la mobilité des individus (dans les espaces, dont ceux de l'esprit, comme dans la hiérarchie sociale). Elle offre un cadre fort où les représentations sont plus figées. Le modèle carré est au fondement de la possibilité de s'approprier des espaces ou des ressources. La Terre, ses richesses, ses habitants peuvent être achetés et vendus. Voilà les sociétés de la propriété privée, de l'écriture, de la temporalité linéaire, de l'historiographie, et peut-être d'une certaine pensée unique.

Voilà l'injonction de se tenir correctement à la table politique où le droit de parler, et donc de penser à voix haute, est fonction d'une forme d'AOC. Bardé de diplômes, de références et de son carnet d'adresses bien rempli, celui qui est autorisé à parler, peut-être même à être écouté et entendu, doit avoir été coopté, invité, introduit. Nul trublion ne doit venir gâcher la fête. Nul ne doit y chanter la défaite. Alors qu'une organisation circulaire accepte les mises en question permanentes, opère constamment des mises à jour collectives et simultanées, l'organisation carrée fonctionne par bonds, par sauts quantiques, par changements de paradigme mais avec des décalages importants, parfois des abîmes quasi infranchissables entre ses membres. Nous avons débusqué cet abîme dans l'exemple précédent du discours obsolète et condescendant d'un président français qui prête aux peuples une parfaite incapacité à accéder à la souveraineté selon leurs propres modèles. Ce ne sont pas les Sénégalais, ni les Africains, ni les citoyens pauvres qui sont alors mutilés de leur intelligence et de leur liberté. Nous sommes tous méprisés par les élites. Nous les croyons supérieurs du fait de leur talent ou de leurs mérites. Eux-mêmes le croient. Pourtant cela semble tellement évident que les puissants occupent des positions de domination par le hasard de l'Histoire et de leur naissance dans un réseau relationnel porteur, mais aussi par un système de représentation de la "réussite" largement accepté et toléré qui favorise l'oligarchie.

Dans les sociétés modernes, la forme rectangulaire structure presque tout ce qui est visible, des conceptions de l'habitat et de l'urbanisme, du découpage du territoire comme par exemple des champs cultivés, ou des objets fabriqués. Cette forme s'impose également dans le domaine de la pensée où domine le cloisonnement entre les spécialités, la programmation des actions, un équilibre des forces et des pouvoirs basés sur des systèmes d'oppositions binaires simplificateurs plutôt que sur la recherche - bien plus difficile - de l'unanimité propre aux organisations circulaires. Les individus peuvent parfois éprouver des difficultés pour entrer dans les cases prédéfinies, les catégories rigides... et les cadres rectangulaires des écrans ! Mais il faut y entrer coûte que coûte sinon c'est la disparition complète, l'invisibilité des non inscrits dans la grille des programmes. Cela engendre une société où l'emportent des représentations politiques *top-down*, où le nivellement se fait par le bas, où les candidats en lice aux élections peuvent être admirés pour leur ruse, leur virtuosité à employer l'hypocrisie et à flatter par des discours populistes. Les recettes du marketing triomphent : les acteurs politiques et les idées sont soumises à l'obsolescence programmée et c'est une succession d'alternances non alternatives. Du point de vue des enjeux dont il est question ici c'est un peu blanc bonnet et bonnet blanc. La philosophie des civilisations du carré est plus matérialiste que spiritualiste. Peut-être parce que le domaine de l'esprit ne se laisse pas aussi facilement domestiquer que la matière palpable ? Les Amérindiens, par exemple, considéraient traditionnellement leur monde comme rond alors qu'ils voyaient la société blanche comme un carré. Le carré est associé à la "civilisation" et il n'est pas étonnant que les premiers colons européens aient considéré les Amérindiens comme des sauvages indisciplinés.

Alors que les deux formes précédentes étaient vues d'abord dans le plan, la forme triangulaire ou pyramidale met l'accent sur la verticalité et la hiérarchie. Plus on s'éloigne de la base en s'élevant vers le sommet, moins il y a de places donc d'individus. À noter également que symboliquement la pyramide s'élève généralement sur une base carrée. Dans les faits, les organisations carrées et triangulaires se combinent presque toujours dans des sociétés de plus en plus denses et complexes. Il y a là encore, comme pour le modèle carré, une forte volonté de rationalisation et d'ordre. Les sociétés occidentales modernes (ou occidentalisées) semblent craindre le désordre plus que tout et cherchent autant que possible à maîtriser la nature et les aléas (prévisions, sécurité, assurances), tout en laissant en réalité de nombreux aléas diriger les "sentiers de croissance vertueux" aux mains invisibles des marchés aveugles, ou qui prétendent l'être comme les règles du commerce se parent de l'éthique anti monopolistique.

L'hypertrophie des domaines pratiques et technologiques laisse peu de place à l'originalité, à l'initiative ou à la pensée qui ne peuvent être qu'individuelles. La créativité artistique y est considérée comme secondaire, voir inutile. Les sciences dites "dures" y sont sur-valorisées. Les sciences humaines ou de l'esprit, la philosophie et l'épistémologie comme mères des sciences, sont pourtant couramment considérées comme littéraires, soit à peine des sciences. Sciences sans conscience... Quant à la spiritualité elle est presque devenue un tabou. Celui qui grimpe dans la hiérarchie s'appuie sur ceux qui lui servent de tremplin, quitte à leur écraser les doigts. Le *self-made man* prétend s'élever par son propre mérite et ne veut rien devoir à une quelconque réalité extérieure, encore moins transcendante, si ce n'est les dieux de la libre entreprise et de la croissance infinie. Il y a cet apparent paradoxe des sociétés modernes dominantes où l'hyper individualisme se traduit en réalité par une perte d'autonomie (notamment avec l'hyper spécialisation et la division du travail), donc en fait par un déficit d'individualité et par une uniformisation des modes de vie. Ce modèle civilisateur est malaisé à remettre en question et à contrecarrer. Dans une organisation pyramidale on pense surtout comme celui qui commande, qui à son tour se conforme à sa hiérarchie. Bref, on évite de trop penser, laissant cela aux spécialistes, les experts eux-mêmes s'écoutant les uns les autres et ne se risquant pas à se singulariser. On dirait que nos grands esprits accrédités craignent de subir l'exclusion sociale, la mise à l'écart de la bien-pensance à l'œuvre au sein du troupeau humain (pardon pour les moutons mais *Homo sapiens* est une espèce grégaire). Mais alors, qui ose encore penser ?

En lisant cette analyse rapide des trois grands modèles d'organisation sociale, on peut constater un certain parti pris en faveur du cercle, plus harmonieux et plus proche de la "nature". Néanmoins, les modèles ne sont utiles que s'ils permettent de mieux comprendre la réalité dans le but de s'y adapter. Il est bien sûr impossible d'envisager aujourd'hui que notre système de développement se structure exclusivement sur la forme circulaire. "L'état de nature" n'est au mieux qu'un mythe fondateur ou un désir de retour à la fusion prénatale. Même si certains préfèrent jouer aux indiens plutôt qu'aux cow-boys durant leur temps de loisir, il n'est évidemment pas réaliste de souhaiter à l'humanité de revenir aux tipis et à la chasse aux bisons. Les néo-chamanes adeptes du *new age* se ridiculisent un peu, non par leur obsolescence, il faudrait alors qu'ils se réfèrent à quelque chose qui ait effectivement existé, mais par leur totale étrangeté à la pensée amérindienne. Leurs loges de sudation rondes sont une illusion psychédélique de leurs univers carcéral habituel. Des nantis s'offrent un voyage dans l'astral, comme en des terres authentiques, non pour élargir leur horizon appauvri par trop linéaire, mais pour mieux retourner dans leur boîte après le stage, ou le voyage.

Libérons-nous de nos carcans et de nos prisons mentales ! L'enjeu est trop sérieux pour que nous prenions au pied de la lettre les catégories classificatoires. Les références et les modèles théoriques ne sont que des outils pour penser, non des dogmes sacrés dont la recette serait tenue secrète, indépassables car aux mains d'un clergé qui seul en maîtriserait la fabrication. Nous devons faire appel à notre connaissance et à notre imagination pour métisser les trois formes basiques d'organisations sociales décrites ici, ou en inventer de nouvelles. Si nous ne

pouvons pas éliminer les carrés et les triangles aux formes rigides et tranchantes, peut-être pouvons-nous commencer par en arrondir les angles et en polir les arêtes ? Il s'agit donc dans un premier temps d'assouplir certains principes considérés comme acquis et indiscutables. La raison injonctive de l'énoncé considéré comme correct nous conduit docilement à l'acceptation des inégalités les plus criantes ou du statut "sacro-saint" de la propriété privée, ou encore de la religion de la croissance infinie, auxquels il serait souhaitable de poser des limites strictes, comme il faut urgemment bannir l'idée que se réalisent aujourd'hui les lois "naturelles" de la concurrence libre et du libre marché si on veut justement préserver la nature humaine. Par essence, l'homme se libère et s'épanouit contre toute mystification d'une "nature" qui serait naturelle. La recherche de la pureté des origines est toujours la motivation des systèmes totalitaires.

Le libre-marché de la globalisation économique actuelle est en réalité un dogme creux car il aliène plus qu'il ne libère. En réalité ce libre-marché est un marché de dupes. Il n'est pas libre, comme l'avait souhaité Adam Smith le père de l'économie moderne. Il est largement un arrangement entre les nations les plus riches ou entre les oligarques dont le seul souci est la maximisation de leurs revenus à court terme. Un marché libre est un contrat d'échange entre vendeurs et acheteurs qu'ils ont librement élaborés sans interventions extérieures, si ce n'est les limites du cadre légal. Mais ce n'est pas ce qui se passe lorsque des États ou des organisations puissantes s'entendent, officiellement dans le cadre de l'OMC ou du G7 par exemple, ou officieusement dans le cadre d'organisations qui se réunissent en secret. On voit bien que le principe de transparence nécessaire à la préservation d'une concurrence libre et égale est perverti. Un marché libre suppose des contrats libres donc des contrats entre personnes physiques ou morales libres.

S'engager dans le développement durable nécessite que nous soyons à la fois souples à l'égard de dogmes dangereux comme celui de la croissance, et "carrés", ou rigoureux, en matière de gestion de la biosphère et des systèmes de gouvernances au sein de l'œkoumène. Les idéaux illusoire, aussi nobles et désirables soient-ils, nous accaparent et permettent surtout à la réalité socio-économique d'échapper au champ politique.

Développement durable et répartition des richesses

Le développement ne peut devenir durable sans que soient appliqués, d'une part, un principe de solidarité spatiale entre les êtres (humains et autres), les régions et les nations, et d'autre part, un principe de solidarité temporelle à l'égard des générations futures et du futur de l'écosphère planétaire. Il est nécessaire de tenir compte du stock limité des ressources naturelles qu'elles soient ou non renouvelables. Il est plus qu'urgent d'intégrer la totalité des coûts environnementaux dans les calculs économiques si on veut que le marché puisse permettre de contribuer à fixer les justes prix selon l'offre et la demande. Nous ne devons évidemment pas tout attendre de la main invisible du marché car la régulation automatique n'a jamais existé, même pour les ultra-libéraux, si ce n'est comme une sorte d'idéal. Les "sentiers de croissance vertueux" nous conduisent au précipice. Pour l'heure, les coûts environnementaux sont totalement externalisés, c'est-à-dire exclus de l'équation. C'est que internaliser les coûts réels est techniquement difficile, pour ne pas dire impossible puisque tout dans l'environnement est interconnecté. Mais on pourrait au moins essayer ? La prise en compte même partielle des coûts environnementaux serait toujours un réel progrès. Pour l'heure, les autres, les plus pauvres et les générations futures doivent et devront assumer les conséquences d'un modèle de développement non soutenable. Les populations les plus riches se dédouanent très largement du problème, les plus pauvres n'ont pas les moyens d'en tenir compte et les générations futures ne sont pas encore nées : par conséquent personne ne paye.

De ce fait les coûts réels sont totalement faussés et l'environnement est condamné à absorber une importante marge d'erreur, ce qui ne pourra plus durer très longtemps. Le simple bon sens nous dit combien il est absurde et forcément très polluant qu'une denrée qui a parcouru des milliers de kilomètres pour parvenir aux acheteurs puisse coûter moins chère que la même chose produite localement. Si on intègre les coûts environnementaux, forcément globaux à l'échelle de la planète, c'est évidemment le produit local qui devrait être moins cher. Taxer un produit ou une matière première en fonction de son impact environnemental, notamment des distances parcourues, devrait corriger une partie des effets pervers du marché mondial actuel. Les agriculteurs n'auraient plus autant de problèmes pour vendre leurs produits au juste prix sans que soit nécessaire d'atténuer les effets d'une concurrence déloyale par l'injection massive de subventions. La production agricole ou industrielle n'aurait plus à être systématiquement délocalisée. Un gain pour les peuples et un gain pour la planète !

Les inégalités dans la répartition des richesses sont corrélées à l'accès inégal aux ressources naturelles, en particulier aux moyens financiers et politiques dont disposent les individus, les communautés ou les États pour s'approprier les terres et les exploiter. Ces inégalités sont sources de conflits et conduisent les acteurs à se comporter en simples prédateurs dont les objectifs sont de maximiser les profits à court terme. Les autres effets pervers sont la surproduction, le gaspillage et la pollution qui sont bien sûr causes et effets les uns des autres, à la fois produits et producteurs des conflits pour emporter le monopole de la prédation.

Actuellement, la production agricole mondiale est supérieure à la demande alors qu'un milliard d'habitants souffre de malnutrition. Cette surproduction conduit aussi, du fait de la loi de l'offre et de la demande, à la chute des prix qui ne couvrent plus les frais de production réels, *a fortiori* si on devait tenir compte du coût environnemental. Ce système empêche les agriculteurs d'être décemment rétribués pour leur travail. Dans un monde fortement tertiarisé où la majorité gagne son pain sans contribuer directement à le produire, il serait bon de rendre à l'agriculture son statut d'activité économique fondamentale, sans laquelle aucune autre activité économique ne pourrait exister. La productivité agricole est fondée en premier lieu sur les ressources naturelles, qualité des terres, accès à l'eau, climat, choix des espèces produites (y-compris l'élevage). Le premier acteur économique c'est la Terre.

Puisque tout repose d'abord sur les épaules des paysans, ensuite sur celles des mineurs (considérés dans le sens large de ceux qui prélèvent des ressources), puis des artisans (y-compris des manufacturiers et des services), ne serait-il pas logique que leurs revenus soient proportionnels à leur utilité socio-économique et à leur responsabilité pour nourrir durablement la population mondiale, fournir les ressources énergétiques et les biens de consommation fondamentaux ? Il est évidemment choquant qu'un prédateur type gagne des fortunes en spéculant sur les marchés financiers virtuels et volatiles, alors que ceux qui produisent les richesses sont souvent réduits à la pauvreté, voir à la misère. L'économie devrait être entièrement indexée, non sur le prix de l'or ou du pétrole, encore moins sur la valeur des monnaies (sans parler des monnaies cryptographiques), mais sur les prix réels des denrées agricoles et la rareté des ressources. L'agriculture en particulier, du fait qu'elle est fondée sur un rapport très fort à l'environnement et à l'exploitation des ressources naturelles, devrait être pleinement reconnue dans son rôle de premier gestionnaire du patrimoine commun. Ainsi, nous devrions considérer comme plus juste que les paysans soient mieux rétribués que n'importe quelle autre catégorie professionnelle, à condition que leurs pratiques s'inspirent de l'agro-écologie et qu'elles n'engendrent pas de dégradations irréversibles des ressources naturelles.

L'essentiel semble aujourd'hui de réfléchir en termes de besoins fondamentaux (se nourrir, se vêtir, se loger, être soigné, être en sécurité, avoir accès à une vie sociale, pouvoir se cultiver) plutôt qu'en terme de maximisation des profits. Avons-nous besoin de gaspiller autant de ressources ? Sauf à confondre l'homme et ses outils, besoins fondamentaux et système mégamachinique, développement et croissance rentable à court terme. Avons-nous besoin de

plusieurs maisons (de plus en plus grandes et de moins en moins occupées), ou de plusieurs voitures (de plus en plus grosses, puissantes et polluantes) ? Dans son livre lumineux et toujours d'actualité, La convivialité (1973), Ivan Illich prend comme limite à notre obsession de transformer le temps en argent la vitesse d'un vélo, au-delà de laquelle la destruction des ressources, y-compris le temps et la richesse, s'accroît plus vite que le bien être collectif.

Bien sûr c'est un fait que dans les pays développés surtout, nous assistons à une atomisation des moyens d'existence, c'est-à-dire l'inverse de la mutualisation. Ainsi la taille moyenne d'un ménage en France est passée d'environ quatre personnes à deux personnes ces cent dernières années, et de trois à deux en cinquante ans. Chaque individu veut pouvoir être sur-équipé et ne pas dépendre des autres. Ce désir anti-social et anti-humain est un leurre car cette sur-consommation est la raison d'être d'un système basé sur une extrême division du travail, où la possibilité même de l'autonomie et de l'indépendance des personnes a disparu. Sommes-nous plus heureux et plus libres depuis que chacun est pucé avec un smartphone ou depuis que nous n'avons plus besoin de faire l'effort d'apprécier nos voisins ? La solidarité répond à une nécessité avant d'être une règle éthique. Et la solidarité demeure un fondement de la convivialité et du bonheur.

L'équité n'est pas l'égalité. Il y aura toujours des personnes plus riches que d'autres. Mais n'est-il pas possible d'établir des limites ? 20 % des personnes les plus riches possèdent 95 % des richesses produites, ce qui implique inversement que 80 % de la population mondiale doit se partager 5 % des richesses. 1 % des plus riches possèdent la moitié des richesses mondiales. Or, il est évident que les plus riches sont aussi les plus gros pollueurs en même temps qu'ils externalisent la pollution dans les pays pauvres. Le principe du pollueur payeur n'est pas appliqué, ou très peu. Aux plus riches les bénéfices, aux plus pauvres les conséquences environnementales dues essentiellement au mode de vie des premiers.

L'équité passe par le refus de cette fatalité en trouvant des règles qui encadrent mieux la répartition des richesses. L'équité commence en intégrant les coûts environnementaux à l'économie. L'équité nécessite aussi de mettre la priorité sur la satisfaction des besoins fondamentaux, par exemple en défiscalisant partiellement leur consommation et en taxant plus fortement tout ce qui apparaît comme secondaire ou superflu, et surtout ce qui est de l'ordre de la sur-consommation, donc du gaspillage qui détruit beaucoup plus que ce qu'il ne crée de bien-être. Comment ne pas comprendre, encore plus aujourd'hui alors que la planète est devenue un grand village, une communauté bio-éco-interdépendante, que la destinée des uns dépend évidemment de celle des autres ? Comment ignorer que le fait d'être né du bon côté de la médiane qui sépare les riches des pauvres ne met personne et sa descendance à l'abri des risques environnementaux ?

Ces risques ignorent les frontières et augmentent le degré global d'insécurité. N'est-ce pas une conséquence évidente que les plus pauvres revendiquent leur droit à la dignité en déclarant parfois la guerre aux plus riches ou en tentant souvent à n'importe quel prix de rejoindre des régions plus développées ? Les frontières entre le "Nord" et le "Sud" apparaissent bien comme une matérialisation de la médiane entre riches et pauvres. Certaines frontières deviennent moins des zones d'échange et d'enrichissement mutuel que des zones de conflits ou des dispositifs ségrégationnistes. Le commerce libre-échangiste, qui est très loin de ce que devraient être des échanges libres, est considéré comme la panacée pour libérer les peuples et comme fondement quasi magique de la paix. En théorie, c'est vrai : les échanges commerciaux sont une réelle alternative aux échanges de tirs meurtriers. En réalité le système n'est pas libre comme il le prétend et il ne fait que renforcer les inégalités de développement.

Nous l'avons évoquée, une idée toute simple serait que les États décident de taxer les denrées en fonction de la distance parcourue mais aussi des modes de transports utilisés, puisqu'il s'agit bien dans cette proposition de bon sens d'intégrer les coûts de la pollution à l'économie, en particulier à la fiscalité. Cette idée est simple en apparence mais difficile à mettre en œuvre autant d'un point de vue technique que politique. Ceci étant, les entreprises

déploient des trésors d'ingéniosité pour exister, s'adapter au marché, innover ou optimiser leur fiscalité, alors pourquoi pas ? Intégrer les coûts environnementaux de la pollution serait salubre, que ce soit par la fiscalité ou par l'application plus stricte du principe pollueur payeur, non seulement pour l'existence et la santé des hommes d'aujourd'hui et de demain, mais aussi sur le plan de l'efficacité économique : dans les pays dits développés qui subissent une concurrence déloyale à l'égard des régions où les salaires et les coûts de production sont beaucoup plus faibles, et, dans les pays dits en développement dont le marché ne serait plus inondé par des biens importés et qui pourraient de fait assurer des débouchés nationaux à leurs productions. Alors les habitants des pays les plus pauvres pourraient avoir une chance de développer leur économie sans tomber dans l'aliénation à l'égard de la spirale perverse émigration forcée / économie sous perfusion totalement dépendante des transferts d'argent des émigrés et de l'aide internationale.

Définir les besoins fondamentaux est sujet à discussion. Bien sûr il faut pouvoir se nourrir correctement et se loger, pouvoir travailler, pouvoir être soigné (au sens large et pas seulement médical), être en sécurité (et pas seulement grâce à une police ou à une armée admises ici comme étant au service des peuples et de la paix). Ces besoins vitaux indiscutables nécessitent également que soient assurées éducation citoyenne et formation professionnelle, que les droits des personnes soient garantis, que la solidarité soit organisée, sans qu'il soit forcément nécessaire que ces droits soient accaparés par des institutions centralisées *top-down*. Cela dépend d'une forte volonté politique, donc des pouvoirs réels des peuples, et d'une bonne capacité à gérer durablement les ressources limitées de la biosphère. Dans les pays développés, ces besoins sont globalement satisfaits et nous disposons des connaissances nécessaires pour mesurer assez précisément les impacts environnementaux de nos activités. Dans les pays en voie de développement, ces besoins fondamentaux sont parfois très loin d'être satisfaits. Le respect de l'environnement est souvent considéré comme un luxe pour les citoyens aisés des pays riches. Si seulement c'était le cas ! En y regardant de plus près, les plus pauvres sont aussi ceux qui recyclent le plus et ceux qui polluent le moins, bien qu'ils doivent absorber une bonne part des pollutions causées par la surconsommation des plus riches.

La communauté scientifique exprime massivement son inquiétude à l'égard de la dégradation rapide de l'environnement et du réchauffement climatique. Malheureusement, il y a une faiblesse de la volonté politique, des responsables comme des citoyens ordinaires, de donner la priorité à l'écologie sur le long terme contre l'économie de prédation à très court terme. L'écologie semble souvent réduite à être au mieux une variable d'ajustement, au pire un élément de marketing. Les grandes fondations de protection de la nature sont essentiellement financées par des entreprises polluantes qui cherchent à redorer leur image et à nous vendre des "indulgences" de bonne conscience. Le problème est d'ailleurs similaire à ce qui se passe dans le domaine de l'aide au développement qui tue les dynamiques économiques locales et endogènes. En outre, les guerres au Sud fournissent des débouchés toujours plus importants aux entreprises du Nord, en particulier dans l'armement, les BTP ou l'industrie de la santé. Comment continuer de croire sans une forte dose de mauvaise foi que l'insécurité des uns n'engendre pas fatalement celle des autres ? Que d'intelligence et de technologies gaspillées pour répondre à l'avidité des investisseurs ! Que de vies brisées !

Réorienter radicalement la gouvernance mondiale à toutes les échelles, refonder totalement les règles économiques passe d'abord par l'intégration dans le marché, ou au moins la prise en compte, de l'intégralité des coûts environnementaux, et par la sortie partielle de ce marché des échanges mondialisés, des biens communs ou des ressources de la biosphère. Le soleil, la terre, l'air, l'eau ou le patrimoine naturel ne sont pas des marchandises que l'on pourrait acheter ou vendre car personne ne peut en fixer le prix réel. Assurer équitablement l'accès de tous aux ressources qui permettent de répondre en priorité aux besoins fondamentaux implique de changer de modèle civilisateur. Abandonner le gaspillage, la consommation ostentatoire et compulsive. La richesse ne fait pas le bonheur, ni des uns ni des autres. Il est

possible d'adopter, sans trop attendre, une forme de sobriété heureuse. La vision anthropocentrique inscrite dans la Genèse biblique d'un homme maître de la Terre est devenue caduque et dangereuse si on songe que l'humanité est en train de scier la branche sur laquelle elle est installée. L'homme est une espèce invasive, dotée d'un réel pouvoir de décision quant à l'exploitation des ressources. Adopter une gestion patrimoniale « en bon père de famille » (Code rural français) ou préférer une exploitation prédatrice ? Le choix dépend de nous, individuellement et collectivement.

À l'échelle mondiale, il y a 0,2 ha de terre cultivée par habitant, 0,3 ha dans le cas français. En évitant le gaspillage, c'est suffisant pour nourrir correctement tout le monde, et même si le nombre d'habitants devait doubler. Cette surface cultivée représente à l'échelle mondiale 1,5 milliards d'hectares à laquelle on peut ajouter 3,5 milliards d'hectares de pâturages. Globalement, nous disposons de 5 milliards d'hectares de terres agricoles pour produire notre nourriture, soit 0,7 ha par habitant avec bien sûr de très grandes disparités selon les régions du monde. Selon la FAO les surfaces cultivées peuvent être augmentées de 25 % en utilisant toutes les terres cultivables laissées en jachère ou à l'abandon. Beaucoup plus, si on réduit notre consommation de viande qui n'est plus nécessaire dans le cadre de l'évolution de nos modes de vie.

Si on devait néanmoins manquer de surfaces utiles en zones rurales, il est possible de cultiver des espèces nourricières dans les espaces urbains. Il serait techniquement envisageable de verticaliser l'agriculture comme l'habitat humain s'est verticalisé. L'agriculture urbaine se développe déjà dans les jardins partagés, sur les toits, les balcons et même sur les trottoirs. Certaines communes plantent désormais des espèces à la fois ornementales et nourricières dans leurs espaces verts, même réduits (rond-points, bandes végétalisées). Cette tendance vers une agriculture urbaine permet de rapprocher le produit du consommateur. Elle offre également des espaces d'expérimentation d'une nouvelle manière de vivre ensemble en tissant localement des liens d'entraide, de partage non soumis aux règles de la guerre économique mondialisée. Il y a là un bénéfice individuel et collectif qui n'a pas de prix.

Puisque nous en sommes à réfléchir et à rêver ensemble, ne pourrait-on pas en profiter pour remettre en question la notion de propriété privée ? Sans envisager une collectivisation forcée qui n'a pas donné de bons résultats par le passé, et est fondamentalement contre-productive, ne peut-on pas imaginer poser des limites à l'accaparement des terres et de l'immobilier par une petite minorité de grands propriétaires ? Combien de vastes terres utiles sont laissées à l'abandon, non exploitées, ou mal travaillées, pour combien de personnes sans emploi ou sous employées ? Combien de logements inoccupés pour combien de mal logés ? Plus généralement, comment accepter que quelques nantis gèlent leurs propriétés, donc une partie des biens communs, dans des buts de spéculation ? Comment supporter que subsistent des règles implicites imposées par un libéralisme cynique - en réalité le contraire du libéralisme - qui protègent les intérêts d'une poignée de très riches ? Et que ces derniers puissent s'enrichir encore plus chaque jour grâce à la pauvreté et au sous développement de la moitié du monde ? Entre la collectivisation forcée des biens communs et l'intouchable statut de la propriété privée, ne pourrait-on pas imaginer une voie médiane ?

Il s'agit au fond de poser des limites aux écarts. De même que dans une démocratie chaque citoyen bénéficie d'une voix égale aux autres, sur une planète commune, tous les êtres humains doivent pouvoir librement exister et s'épanouir sans que d'autres ne les étouffent. Chacun devrait pouvoir revendiquer une part de la terre et des ressources, non pour se l'approprier de manière exclusive, mais pour pouvoir en jouir. Ceux qui possèdent beaucoup plus que nécessaire pour répondre à leurs besoins fondamentaux devraient en payer le droit à la communauté. De même que la gestion durable des ressources de l'environnement implique que les enjeux écologiques soient prioritaires sur les enjeux économiques, le long terme prioritaire sur le court terme, de même l'intérêt commun doit s'imposer contre les intérêts individuels.

Sinon, c'est que nous sommes sortis du politique.

En matière de bonne gouvernance mondiale, il est nécessaire d'organiser les différents niveaux en fonction de ce qui vient d'être dit. Cependant, si il est évidemment vital qu'existent des règles qui s'imposent à tous (notamment lorsque l'impact environnemental est global), on devrait privilégier en cas de désaccord l'échelon politique local par rapport à l'échelon national, et la souveraineté des peuples sur les principes internationaux. La négociation, la diplomatie, la recherche de l'unanimité dans les accords demeurent des principes fondamentaux d'une bonne gouvernance, à condition que la dissymétrie des rapports de force ne soit pas un prétexte pour refuser tout compromis. Par exemple, l'ONU ne pourra pas fonctionner et remplir sa mission pacificatrice tant que sera maintenu le droit de veto des nations fondatrices, qui sont aussi parmi les plus puissantes et les plus impliquées dans l'industrie de la guerre.

Au vu de la pression démographique et de la pression sur les ressources naturelles, au vu de nos capacités de destruction massive, il est grand temps de changer radicalement de paradigme. Rien d'extraordinaire, juste du bon sens. Un bon sens que certaines sociétés traditionnelles ont su mettre en œuvre chacune à leur manière alors qu'elles n'avaient pas le niveau actuel de nos connaissances, ni autant d'alarmes en train de sonner.

Ce même bon sens devrait aussi nous autoriser à mettre en question la démocratie telle qu'elle existe et qui prétend être un modèle pour tous les peuples. Si certaines personnalités politiques, plus souvent à l'échelle locale, sont animées par des convictions et un sens des responsabilités tournés vers l'intérêt général, il faut bien avouer que ce n'est trop souvent pas le cas. On pourrait rêver à des débats politiques de fond, projet contre projet. Nous le savons tous, d'où notre défiance à l'égard de la chose politique et publique, il s'agit plutôt d'une lutte acharnée pour occuper des sièges, surtout lorsqu'ils sont prestigieux, où dominent les stratégies de communication et les enjeux non avoués, où les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent, où la langue de bois et la mauvaise foi sont une nécessité pour qui veut espérer gagner une élection. Les politiciens peuvent se permettre d'être des cigales tant que les citoyens acceptent d'être les fourmis.

Les sociétés traditionnelles n'étaient que rarement démocratiques mais le pouvoir était généralement confié à des personnes compétentes et expérimentées, non presque exclusivement à des professionnels du mensonge et de l'irresponsabilité. De même, dans ces sociétés traditionnelles, il était généralement inimaginable qu'un jeune de 18 ans ou un ignorant puissent avoir le même pouvoir de décision politique qu'une personne âgée ou sage. Imaginez que dans une famille, les enfants puissent participer autant que leurs parents aux décisions importantes... Mais c'est peut-être déjà ce qui se passe ? Sauf que ce n'est pas dû à l'avènement de l'enfant-roi mais à la disparition des adultes, un paradoxe pour des sociétés de consommation vieillissantes.

La publicité cible souvent les enfants et les jeunes, en général pour des biens relativement superflus (voitures, objets connectés, etc.). En fait, les publicitaires ont compris qu'on pouvait mieux vendre en vendant du rêve, en ciblant l'enfant qui est en chacun de nous. Le succès des objets connectés, où les drones sont la version moderne de la voiture radioguidée, tient au fait que ce sont des jouets. Les enfants ne veulent plus de jeux au sens classique, ils veulent un smartphone. Enfants et adultes veulent désormais les mêmes jouets. La publicité des téléphones mobiles ciblant les jeunes de moins de 14 ans est interdite en France (*article L 5231-3 loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010*). Cette loi n'est pas toujours respectée, il suffit de feuilleter les catalogues de Noël. Mais la loi est de toute manière facile à contourner : il suffit de vendre ces nouveaux jouets aux parents qui les offriront à leurs enfants. De là à y voir un indice d'une forme plus générale d'infantilisation des consommateurs et des citoyens, il n'y a qu'un pas...

La quête du bonheur...

Deux catégories d'êtres humains accèdent plus difficilement au bonheur : ceux qui manquent de l'essentiel et craignent pour leur survie, et à l'opposé, ceux qui ont trop et craignent de perdre, ou d'être agressés par les premiers. Les traditions spirituelles considèrent souvent les riches, ou ceux qui s'accrochent à des satisfactions strictement matérielles, comme exclus du paradis, ou si on préfère, du bonheur. Quant aux paradis terrestres des *(un)happy few*, ne sont-ils pas surtout des paradis artificiels ?

Contrairement à l'adage populaire qui dit que le bonheur des uns fait le malheur des autres, le malheur n'est jamais une cause de bonheur. Les humains pauvres dans un environnement pauvre ne semblent pas souffrir autant que ceux qui sont pauvres parmi les riches. Ce pauvre parmi les riches peut être beaucoup plus riche que les pauvres parmi les pauvres. Il souffre néanmoins, moins de sa pauvreté considérée comme un absolu, que de sa relative pauvreté à l'égard des autres. Dans un monde globalisé et hyper matérialiste, la croissance de la frustration augmente beaucoup plus vite que celle de la satisfaction. « *Recréant sans cesse la rareté pour recréer l'inégalité et la hiérarchie, la société engendre plus de besoins insatisfaits qu'elle n'en comble, le taux de croissance de la frustration excède largement celui de la production.* » (D'après Ivan Illich, cité par André Gorz, 1974.)

Dans les régions les plus pauvres du monde, les habitants sont plus malheureux depuis qu'ils peuvent voir comment vivent les riches via la télévision et maintenant grâce à Internet. Cela conduit à entraîner de nombreux jeunes sur les routes de l'exil. Grâce aux transferts d'argent des émigrés, ces peuples sont plus riches qu'il y a un siècle sur un plan matériel mais ils se sentent plus pauvres que jamais. Ils ont désormais acquis une conscience aiguë de leur pauvreté. Le sentiment d'injustice, plus que la pauvreté, est une cause fondamentale de souffrance morale et de malheur.

Il existe une entreprise où les dirigeants ont décidé que les écarts de salaire seraient limités dans un rapport de un à dix entre le plus bas salaire et le plus haut. Un écart de un à dix cela semble déjà beaucoup et permet de tenir compte des écarts de compétences et de responsabilités. Dans notre monde, les écarts salariaux sont plutôt de un à mille (et plus), et ce, dans les pays les plus développés, souvent considérés comme les plus justes. À l'échelle du monde, un salaire mensuel peut varier de quelques euros, ou quelques dizaines d'euros, à un million d'euros. C'est pire si on compare plus généralement les écarts de revenus et d'accès aux richesses. Un écart de un à dix est psychologiquement et moralement acceptable. Un écart de un à un million ne l'est plus. Ce genre de discrimination économique pouvait être accepté dans un monde où existaient et étaient tolérés l'esclavage ou une très forte ségrégation sociale. Ce n'est plus ni accepté, ni acceptable dans un monde où l'information est largement diffusée via les médias. Le principe de l'égalité des êtres humains ne peut plus être ignoré.

Les Indiens ne seraient pas de plus en plus nombreux à se révolter contre le régime des castes ou le statut des femmes s'ils n'avaient pas connaissance de pays où les règles de ségrégation sociales sont moins marquées. Dans cet exemple c'est plutôt réjouissant mais dans d'autres ce peut être dramatique. Ainsi l'Europe n'aurait probablement pas connu, avec la même intensité, la vague d'attentats terroristes islamistes s'il n'y avait pas les images, qui parlent malheureusement d'elles-mêmes sans être expliquées, de la guerre dissymétrique entre les Palestiniens et les Israéliens. Les Africains subsahariens n'auraient pas autant de bonnes raisons de vouloir coûte que coûte rejoindre le mythique eldorado européen s'il n'y avait pas les images de la télévision, les séries qui mettent en scène de riches familles - pourtant bien malheureuses - ou les récits et les richesses rapportés par les émigrés de retour au pays. Les émigrés entretiennent le mythe, surtout peut-être lorsque leur exil n'a pas répondu à leurs attentes. Ils cherchent à préserver leur espoir et celui de leurs proches demeurés au pays. Le sentiment d'injustice dû à la pauvreté est cause de souffrance mais cette souffrance paraît atténuée lorsqu'on pense qu'il est possible de sortir de la pauvreté.

Ce n'est en réalité pas si simple. Le serf du Moyen-Âge européen connaissait des conditions de vie très difficile et totalement inégales par rapport à son riche seigneur. C'était comme ça, une fatalité qu'on avait appris à accepter. L'abandon du système social féodal et la possibilité donnée à chacun de s'affranchir et de s'enrichir n'implique pas forcément l'allègement des souffrances des pauvres. Ce peut être même pire car si on est pauvre, ce n'est désormais plus une fatalité contre laquelle on ne peut rien mais un état dont on est, au moins en partie, responsable. Le rêve américain s'est mondialisé et c'est une très efficace machine à exclusion. Une machine cruelle car l'injustice socio-économique, en s'intériorisant dans les personnes, se transforme en mésestime de soi. Il est préférable de se battre au cœur d'une tempête que de se battre contre la honte de soi. La honte prend souvent le dessus et les pauvres, ceux qui auraient pu devenir riches, sont conduits à se décourager et à s'exclure eux-même, ce qui aggrave leur situation.

Le seul moyen de sortir de ce cercle vicieux est d'adopter dès aujourd'hui la sobriété heureuse. Certes, je n'ai pas accès à toutes les richesses que j'aurais pu obtenir, si le monde était plus équitable ou si j'avais été plus combatif, mais ce n'est pas grave. Si mes besoins fondamentaux sont satisfaits, tout va bien. La vraie richesse n'est pas matérielle. Le bonheur n'est pas dans la conquête du pouvoir sur les autres, ou seulement dans nos capacités à nous affranchir des structures extérieures de la domination, mais réside avant tout dans le pouvoir sur soi-même. Le pouvoir de savoir qu'on peut être d'autant plus content qu'on se contente de ce qu'on a du point de vue matériel. L'affranchissement par la consommation et la possession de biens matériels est une illusion de progrès car elle se réalise dans une aliénation de notre être social, c'est-à-dire dans la destruction de notre essence même d'animal politique, une mutilation invisible dont nous ne devrions pas nous contenter.

Le bonheur n'est pas comme un gâteau qui se divise et dont notre part diminue lorsque qu'on le partage, au contraire. Savoir que nos voisins, les autres, même ceux qui vivent loin, satisfont leurs besoins fondamentaux est source de joie. Si alors, celui qui a la chance de posséder l'essentiel se morfond, c'est son problème. Lui seul peut réagir et décider que le bonheur est déjà là. Dans notre quête du bonheur, nous sommes peut-être égaux, que nous ayons ou non le choix de prendre l'avion ou de rouler dans un gros 4x4. Que nous soyons riches ou pauvres, parmi les riches ou parmi les pauvres.

Les voyageurs du Sud peuvent voir les mines tristes des nantis du Nord loin du mythe construit par les mises en scène menteuses. Les voyageurs du Nord peuvent entendre le chant joyeux du cultivateur pauvre et fier qui trime sous le soleil accablant, armé de sa seule houe et de son courage. La sobriété heureuse s'adresse à nous tous. Elle est une injonction que nous seuls pouvons nous adresser à nous même, mais qui peut devenir, par une contagion bénéfique, une danse de joie offerte au monde.

Jérémy Foëx, le 19 avril 2018